



**RIEN**

*à faire*

*à perdre*

## DOSSIER PÉDAGOGIQUE

FICHE THÉMATIQUE 2

**COMPRENDRE LES  
RADICALISATIONS**

—

FICHE D'ACTIVITÉS 2

**LE THALYS D'AMSTERDAM**  
Jeu de rôle

## SOMMAIRE

PRÉSENTATION  
DU DOSSIER  
PÉDAGOGIQUEFICHES THÉMATIQUES  
ET ACTIVITÉS :

- 1 LES EXTRÉMISMES  
VIOLENTS ET LES  
TERRORISMES
- 2 COMPRENDRE LES  
RADICALISATIONS
- 3 LE RÔLE D'INTERNET  
DANS LA  
RADICALISATION
- 4 FAUSSES NOUVELLES  
ET THÉORIES DU  
COMLOT : COMMENT  
VÉRIFIER L'INFO ?
- 5 LIBERTÉ  
D'EXPRESSION :  
PEUT-ON TOUT DIRE ?

LA GRILLE PÉDAGOGIQUE,  
OU PROPOSITION DE  
DÉROULÉ DES SÉANCES  
D'ANIMATION

1/ Le spectacle « Radicalement votre » est représenté par la Compagnie du Campus en collaboration avec l'équipe du Délégué général aux droits de l'enfant : <http://www.compagniedu-campus.com/creation-radicalement-votre.php>

2/ Ces animations peuvent être demandées par les écoles via le site [extremismes-violents.be](http://www.extremismes-violents.be)

3/ *Mon enfant se radicalise. Des familles de djihadistes et des jeunes témoignent*, Odile Jacob, Paris, 2018.

Depuis janvier 2017, la Fédération Wallonie-Bruxelles a organisé en son sein un Réseau de prise en charge des extrémismes et des radicalismes violents, accessible à tous, professionnels et particuliers, qui souhaitent s'informer et agir envers des situations de radicalisation. Sur le plan individuel, l'équipe pluridisciplinaire du CAPREV apporte à l'appelant une écoute et le cas échéant une aide ou un accompagnement. Un Centre de ressources et d'appui, le CREA, assure la promotion de projets et d'outils de prévention générale envers les phénomènes de radicalisation et de polarisation auprès des institutions, des associations et de leurs publics.

Parmi les supports pédagogiques diffusés par le CREA, le projet « Rien à faire, rien à perdre » (RAFRAP), conçu et développé par Isabelle Seret avec le soutien de Natacha David et Saliha Ben Ali, a pour particularité de partir du récit de vie de jeunes filles et garçons directement concernés par la question, ainsi que de leurs proches. Ces récits transmis sous forme de capsules vidéo permettent d'initier au sein d'un groupe une démarche compréhensive et critique des motivations et du sens qu'ils donnaient à leur volonté de s'engager pour une « cause » radicale justifiant le recours à la violence. Cette approche privilégie l'expression des jeunes et leur participation à une réflexion collective. Elle a donné lieu à une pièce de théâtre proposée aux écoles<sup>1</sup>. Elle est également devenue le support d'ateliers proposés en classe par l'asbl SAVE Belgium<sup>2</sup>. Un livre issu de ce travail a été publié par Isabelle Seret et Vincent de Gaulejac<sup>3</sup>.

Le projet RAFRAP est accompagné d'un dossier pédagogique initié par le CREA, qui donne des points de repère au formateur – enseignant, travailleur de jeunesse – qui aborde des questions d'actualité et de citoyenneté. Il met en perspective cinq thématiques essentielles pour la compréhension du phénomène et comporte des propositions d'activités ainsi qu'un « déroulé type » de séance d'animation au sein d'une classe ou d'un groupe de jeunes.

Le dossier pédagogique a été rédigé par Anne-Marie Impe sur base notamment de son expérience dans l'animation d'ateliers de Prévention de toutes les formes de radicalisation violente. Il a été attentivement relu par un comité d'accompagnement dans lequel étaient présents Isabelle Seret, Natacha David et David Lallemand, et a bénéficié des observations et remarques du comité d'experts mis en place par le Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles.



Olivier PLASMAN,  
Directeur Général adjoint

Nous tenons à remercier particulièrement Corinne Torrekens pour sa contribution aux fiches thématiques 1 et 2, Nathalie Denies pour sa contribution à la fiche thématique 5, ainsi que Pascale Rangé et Jacques Flamme pour leur mise à disposition de l'illustration créée pour le projet. Nous tenons également à remercier tous ceux qui ont soutenu le projet « Rien à faire, rien à perdre » depuis ses débuts : la commune de Schaerbeek, la Fondation Roi Baudouin, l'asbl SAVE Belgium, l'asbl BRAVVO, l'asbl Comme un lundi, le Délégué général aux droits de l'enfant de la Fédération Wallonie-Bruxelles, le projet PRACTICIES, le GSARA, le Réseau international de sociologie clinique.

# COMPRENDRE LES RADICALISATIONS

## SOMMAIRE

- 4 LA RADICALISATION, QU'EST-CE QUE C'EST ?
- 5 QUELLES SONT LES CAUSES DE LA RADICALISATION ?
- 13 QUELLE EST LA SITUATION ACTUELLE ?
- 15 QUE FAIRE ?

Pourquoi des personnes (essentiellement des jeunes) qui ont grandi dans nos pays et ont été éduqués dans nos écoles ont-ils un jour choisi (parfois brusquement) de partir combattre en Syrie ou en Irak<sup>1</sup> ? Plus difficile à admettre encore, pourquoi certains ont-ils décidé de commettre des attentats-suicides dans la ville ou le pays où ils sont nés ? De quoi ces actes sont-ils le symptôme ? Sans évacuer la responsabilité individuelle de leurs auteurs, quelles failles sociétales révèlent-ils ? Et que faire pour les prévenir, en tant qu'enseignant, éducateur, parent, citoyen ?

Plus de 4000 "combattants étrangers" (*foreign fighters*) provenant de l'Union européenne sont partis pour la Syrie et l'Irak, entre 2012 et 2016, dont 17% de femmes. Parmi eux, environ 500 Belges<sup>2</sup>. **Depuis le début de l'année 2016, par contre, il n'y a plus eu de départ de jeunes belges vers la Syrie**, d'après l'OCAM (Organe de coordination pour l'analyse de la menace). La situation a donc considérablement changé, notamment à cause des nombreux revers rencontrés, dès 2015, par l'organisation « Etat islamique » (Ei), encore appelé Daech, dont le territoire a rétréci comme une peau de chagrin en Syrie et en Irak. Toutefois, si les défis se sont modifiés, les menaces d'attentats ne sont pas moindres pour autant.

« *Le rôle du journaliste est de comprendre pour faire comprendre* », avait coutume de répéter Françoise Giroud, journaliste et femme politique française. C'est aussi la mission de l'enseignant. Nous vous proposons ici de tenter de mieux comprendre le processus complexe qu'est la radicalisation pouvant conduire à la violence.

1/ 60% des personnes parties pour la Syrie ont entre 15 et 29 ans et 15% ont moins de 18 ans. Serge Garcet, professeur à l'ULG, conférence *Adolescence et positions radicales: exaltation identitaire ou vulnérabilité?*, le 28/04/2017.

2/ Bibi van Ginkel, *International Centre for Counter-Terrorism (NL)*, chiffres communiqués lors du colloque « Trajectoires de radicalisation violente, état des lieux de la prévention », organisé le 13/10/2017 par le Réseau de prise en charge des extrémismes et des radicalismes violents de la Fédération Wallonie-Bruxelles.



## La radicalisation, qu'est-ce que c'est ?



« En fait, ils croient que je suis en train de me radicaliser et, sans vous mentir, je ne sais pas exactement ce que ça veut dire. Je sais que ça veut dire être vraiment à fond dans la religion et tout... Quoi ? On n'a pas le droit de pratiquer notre religion ? », s'indigne Tia, dans une capsule vidéo de RAFRAP.

Il n'existe pas de définition universellement acceptée du mot « radicalisation », dans le sens qu'on attribue aujourd'hui à ce terme. Comme le rappelle Alex P. Schmid, chercheur invité à l'*International Centre for Counter-Terrorism*, c'est un concept très contesté et politisé<sup>3</sup>. Ce qu'un groupe de personnes considérera comme radical à une époque et dans un endroit donnés sera perçu différemment par un autre groupe placé dans un autre contexte spatio-temporel. Le choix du mot est donc plutôt malheureux, comme s'accordent à le reconnaître la plupart des experts.

Pour bien faire, il faudrait en effet distinguer quatre positionnements différents : le radical, l'extrémiste, l'extrémiste violent et le terroriste.

**Le radical** est une personne qui affirme vouloir agir sur les causes profondes (les racines) d'une situation et changer fondamentalement la société, voire le monde dans lequel il vit. Martin Luther-King était un radical ; il pensait que l'Amérique devait mettre fin au système de ségrégation raciale et s'engager dans une « *redistribution radicale du pouvoir économique et politique*. » Bien que non-violent, il était considéré par le FBI comme un dangereux fauteur de troubles. « *Etre radical, c'est rejeter le statu quo mais pas forcément de manière violente. Avoir un point de vue radical ne constitue pas en soi une menace pour l'ordre démocratique de notre société* », explique le Réseau de prise en charge des extrémismes et des radicalismes violents de la Fédération Wallonie-Bruxelles<sup>4</sup>.

Lorsque le radical se ferme à tout dialogue, devient intolérant, n'accepte plus aucune contradiction ni compromis et rejette le pluralisme, il devient **extrémiste**, c'est-à-dire « *partisan d'opinions extrêmes, d'une doctrine poussée jusqu'à ses limites* », comme le précise le dictionnaire *Le Petit Robert*. Chaque extrémiste est donc radical mais tous les radicaux ne sont pas extrémistes.

Tant que l'extrémiste se contente de prôner ses idées, sans violer les lois contre le racisme par exemple ni recourir à la force, son attitude relève de la liberté d'opinion et d'expression, même si elle pose problème pour le vivre ensemble. Par contre, à partir du moment où il utilise la violence pour imposer à tous ses convictions, son attitude devient légalement condamnable. On parle alors d'**extrémisme violent**.

Enfin, l'ONU propose de qualifier de **terrorisme** « *Tout acte commis dans l'intention de causer la mort ou des blessures graves à des civils ou à des non-combattants, qui a pour objet, par sa nature ou son contexte, d'intimider une population ou de contraindre un gouvernement ou une organisation internationale à accomplir un acte ou à s'abstenir de le faire.* »<sup>5</sup> Toutefois, cette définition plus politique que juridique fait l'objet de controverses et son application par l'ensemble de la communauté internationale est malaisée : certains groupes sont qualifiés de « terroristes » par certains Etats, alors que pour d'autres, il s'agit de mouvements politiques armés, mais légitimes.

3/ « Radicalization, De-radicalization, Counter-Radicalization : a Conceptual Discussion and Literature Review », *ICCT Research paper*, The Hague, International Centre for Counter-Terrorism, 2013, 97 pages. [Dernière consultation: 12/08/2017].

4/ <https://extremismes-violents.cfwb.be/index.php?id=radicalisation-violente> [Dernière consultation: 12/08/2017].

5/ Cité par Jean-Paul Marthoz dans *Les médias face au terrorisme. Manuel pour les journalistes*, UNESCO, 2017, p. 20.

Si quelqu'un s'en prend à un policier ou à un militaire dans un Etat démocratique, ne s'agit-il pas aussi d'un acte terroriste ? « *Sous les régimes totalitaires ou dictatoriaux, la violence peut être la seule forme de résistance à un ordre oppressif* », explique Jacques Tarnero, chercheur au CNRS. Mais, poursuit-il, dans les pays démocratiques, l'opinion publique et l'opposition « *peuvent s'exprimer par les médias, les manifestations et par la voix des urnes. Il y a dans ce cas illégitimité et illégalité de l'action violente.* »<sup>6</sup>

Ces 4 postures (radical, extrémiste, extrémiste violent, terroriste) constituent des étapes dans le processus de radicalisation violente. Important à noter : il n'y a pas de passage obligé d'un stade à l'autre.

Pour le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, « *La radicalisation est un processus dynamique par lequel un individu accepte et soutient l'extrémisme violent de manière croissante. Les raisons motivant ce processus peuvent être idéologiques, politiques, religieuses, sociales, économiques ou personnelles.* »<sup>7</sup> Quant au Réseau de prise en charge des extrémismes et radicalismes violents de la Fédération Wallonie-Bruxelles, il définit la radicalisation violente comme « *... l'engagement d'un individu ou d'un groupe dans un projet politique en rupture avec l'ordre existant, fondé sur une idéologie qui rejette le pluralisme et la diversité, et qui considère que, malgré le caractère démocratique de notre système, la violence est un moyen légitime pour atteindre ses objectifs.* »

Le terme "radical" a, par ailleurs, subi un glissement sémantique au fil du temps, ce qui en complique la compréhension : « *Alors qu'au XIX<sup>e</sup> siècle, "radical" se référait principalement à des positions politiques libérales, anti-cléricales, pro-démocratiques et progressistes, son usage contemporain – comme dans l'islamisme radical – tend dans la direction opposée et désigne un agenda anti-libéral, fondamentaliste, anti-démocratique et régressiste* », souligne Alex P. Schmid. Nous devons en conclure, ajoute-t-il, que "radical" est un concept relatif<sup>8</sup>. Et il en est bien sûr de même pour ses dérivés : radicalisation et déradicalisation.

Pourquoi dès lors ne pas adopter plutôt un néologisme conceptuellement plus adéquat et parler d'« extrémisation violente », comme le suggèrent plusieurs auteurs?

## Quelles sont les causes de la radicalisation ?

La radicalisation est un phénomène complexe, aux causes multiples, on ne le répétera jamais assez. Il est important de noter que chaque trajectoire, chaque parcours de radicalisation est unique, avec des facteurs qui s'articulent différemment chez chacun. « *Les combinaisons, en réalité, sont infinies et défient les tentatives de modélisation* », explique Yves Trotignon, enseignant à Sciences Po<sup>9</sup>.

Toute une série de causes donc que, pour faciliter la compréhension – et l'utilisation pédagogique – nous avons regroupées en quatre ensembles de facteurs, parmi lesquels, selon l'islamologue Younous Lamghari, « *les sphères identitaire et religieuse sont les plus déterminantes.* »<sup>10</sup>

6/ *Les terrorismes*, Editions Milan, Les Essentiels, Toulouse, 1998, p. 5.

7/ *Lignes directrices à l'intention des services pénitentiaires et de probation concernant la radicalisation et l'extrémisme violent*, adoptées le 2 mars 2016 par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe.

8/ A. P. Schmid, *op. cit.*, p. 7.

9/ « *Panorama du phénomène djihadiste en France* », *Diplomatie* n°87, juillet-août 2017.

10/ « *Jeunes: comment ils se radicalisent* », *Politique* n°89, mars-avril 2015. <http://www.revuepolitique.be/jeunes-comment-ils-se-radicalisent/> [Dernière consultation: 12/08/2017].

## 1) Les facteurs psychologiques et identitaires

11/ Pour rappel, ces vidéos présentent des témoignages de jeunes dits radicalisés, dont Mansour qui a tenté de partir en Syrie.

12/ *Comprendre et expliquer le rôle des nouveaux médias sociaux dans la formation de l'extrémisme violent. Une recherche qualitative et quantitative*, Nele Schils (UGent) et Julianne Laffineur (UCL), Belspo, mars 2014, p. 4.

13/ « Les stratégies de communication de la mouvance identitaire », *Questions de communication*, 23, 2013, pp. 275-292.

14/ Anthony Oberschall, « The Manipulation of Ethnicity: from ethnic cooperation to violence and war in Yugoslavia », *Ethnic and Racial Studies*, vol 23, n°6, pp. 982-1001.

15/ Xavier Crettiez, « La violence politique en Corse : état des lieux », dans Xavier Crettiez et Laurent Mucchielli (sous la direction de), *Les violences politiques en Europe. Un état des lieux*, Paris, La Découverte, 2010, pp. 123-137.

16/ Alfonso Pérez Agote, « Prophétie auto-réalisée et deuil non résolu. La violence politique basque au XXI<sup>e</sup> siècle », dans X. Crettiez et L. Mucchielli (dir.), *op. cit.*, pp. 105-122.

17/ Tiphaine Granger, « Une stratégie de l'IRA : la lutte en prison (1971-1981) », *Vingtème Siècle. Revue d'histoire* 2001/2 (n°70), pp. 19-30.

18/ Xavier Crettiez, « Penser la violence politique », *Les violences politiques en Europe, op. cit.*, pp. 7-28.



« Quand tu es dans un processus de radicalisation, tu vas à la recherche de quelque chose, tu ne sais pas vers où. Au fond, dans ce processus-là, tu ne sais pas ce que tu cherches. Potentiellement, ma première hypothèse est que je cherchais mon identité », explique Mansour, dans une capsule vidéo de RAFRAP<sup>11</sup>.

« Ce que les individus en phase de pré-radicalisation ont en commun, c'est qu'ils semblent se trouver à un croisement de leur vie et sont "en recherche" », expliquent les chercheuses Nele Schils (UGent) et Julianne Laffineur (UCL)<sup>12</sup>. Ils sont en quête de sens, d'une réaction à l'injustice et d'inclusion sociale. « Si ces éléments sont manquants dans la vie de ces individus et qu'ils ne peuvent être trouvés dans la vie ordinaire, les groupes extrémistes peuvent devenir très attirants. »

Les chercheurs Yannick Cahuzac et Stéphane François montrent comment des mouvements d'extrême droite exploitent dans leur communication la « défense d'une identité menacée par le complot islamo-cosmopolite »<sup>13</sup>. La présentation de la société comme profondément injuste ainsi que la construction d'un ennemi ou d'une menace pressante sont des ressorts puissants du processus de radicalisation<sup>14</sup>. Des recherches sur le séparatisme en Corse<sup>15</sup>, au pays basque<sup>16</sup> ou en Irlande<sup>17</sup>, mettent en évidence la socialisation à la violence dans des groupes plus ou moins fermés. S'y développe une culture de la force et de la confrontation, tant verbale que physique, qui peut servir de vecteur d'identité<sup>18</sup>.

Il ne faudrait pas confondre, cependant, la révolte adolescente classique (contre l'injustice, la société, les parents, l'école et toutes les autres institutions) avec la radicalisation, bien qu'il puisse y avoir un glissement de la première à la seconde.



« J'ai grandi avec la colère », se souvient Tia.

« J'ai été dans beaucoup d'écoles secondaires. J'étais renvoyé la plupart du temps pour comportement très, très rebelle. A un moment, à force de me faire renvoyer, j'ai plongé dans l'islam », raconte Mansour.

Lors de la quête identitaire propre à cette période de la vie, les adolescents sont particulièrement vulnérables et doivent être écoutés et entourés pour les aider à se construire, mais aussi pour leur donner des outils qui les aident à éviter des processus de marginalisation sociale ou à rompre avec ceux-ci.



« J'avais peur du monde extérieur, du regard des gens, parce que je n'étais pas en confiance avec moi-même. Ça a toujours été un petit problème, je crois. Il n'y a que chez moi que j'aime bien être. C'est un petit peu... c'est une sécurité. A l'école, j'ai décroché parce que je n'avais pas une bonne image de moi à ce moment-là. Maintenant ça va », confie Marie.

Il faut prendre conscience que le « Qui suis-je ? », la quête d'identité propre à l'adolescence, est rendue plus compliquée quand on a deux cultures de référence.



« Si quelqu'un me demande au Maroc, tu es quoi ? Je dis que je suis belge et si on me demande ici, je vais dire que je suis marocaine : je suis 50% et 50% (...) ma mère, elle est belge et moi aussi, je suis belge. Mon père, il ne veut pas être belge, il n'aime pas la Belgique », explique Tia.

Comme le souligne Younous Lamghari, « Trouver une cohérence entre les différentes facettes de l'identité du jeune musulman d'origine immigrée (ou pas) n'est pas chose aisée. Tirailé entre une culture familiale tendant à l'orienter vers l'univers culturel d'origine et les injonctions de l'environnement séculier dans lequel il évolue, le jeune opère des choix et fait des synthèses et des bricolages. »<sup>19</sup> Parmi les causes de « stress identitaire », il pointe aussi les difficultés familiales (en particulier l'absence des pères), fréquentes chez les jeunes qui se radicalisent.

Marie nous dit :



« Ma maman est Belge et mon papa est originaire du Proche Orient, une communauté minoritaire. Je n'ai pas grandi avec mon père, je n'ai rien connu de sa culture. Tout ce que je sais, je l'ai appris par moi-même. »

Et Tia : « ...Et ouais, voilà, mes parents sont divorcés ».

Plusieurs auteurs ont également mis en exergue le sentiment de ces jeunes de ne pas être guidés, encadrés, de ne trouver aucun adulte susceptible de répondre à leurs questions, notamment au sujet de la religion. Eric semble en avoir été particulièrement marqué :



« Ce qu'il faut faire, c'est faire en sorte que l'enfant soit suivi, parce que si dès le départ mes parents m'avaient dit : regarde, prends des cours chez lui, comme à l'époque j'étais quelqu'un qui s'intéressait à la religion, je n'aurais pas dit non, j'aurais été suivi et je n'aurais pas eu ce genre de problème. Il faut vraiment être suivi, sinon ça devient n'importe quoi. Quand on est suivi, on se rend compte qu'on est ignorant. »

Chez les personnes radicalisées, note Serge Garcet, on relève très fréquemment « un manque de repères, des conflits intergénérationnels, une perte de cadre et d'autorité »<sup>20</sup>.

Selon certains chercheurs, des humiliations multiples et répétées peuvent être à l'origine d'un basculement vers la violence<sup>21</sup>. Le sociologue Farhad Khosrokhavar, directeur d'études à l'Ecole des Hautes études en sciences sociales (EHESS) indique à ce propos que « l'univers mental des jeunes "désaffiliés" qui embrassent l'islam radical est marqué par la haine de la société suite au sentiment indélébile qu'ils ont d'une profonde injustice sociale à leur égard. »<sup>22</sup> Certains souffrent aussi de dépression, d'instabilité, de troubles de la personnalité, voire de psychopathies. Même si les recherches récentes ont largement nuancé l'approche psycho-pathologique de la radicalisation violente<sup>23</sup>, des porosités aux idéologies radicales peuvent être trouvées dans les moments de transitions critiques et de précarité subjective, en particulier à l'adolescence<sup>24</sup>. En d'autres termes, des fragilités psychologiques peuvent favoriser les processus d'endoctrinement.

Serge Garcet rappelle pour sa part que plus de 70% des jeunes partis combattre en Syrie possédaient des antécédents judiciaires.

19/ Politique, op. cit.

20/ Adolescence et positions radicales: exaltation identitaire ou vulnérabilité?, op. cit.

21/ Laurent Mucchielli, « Les émeutes urbaines dans la France contemporaine », Les violences politiques en Europe, op. cit., pp. 141-176.

22/ « Expliquer la radicalisation: portrait-robot d'un terroriste "maison" », Le Monde, 15/7/2016. [http://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/07/15/expliquer-la-radicalisation-portrait-robot-d-un-terroriste-maison\\_4970244\\_3212.html](http://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/07/15/expliquer-la-radicalisation-portrait-robot-d-un-terroriste-maison_4970244_3212.html) [Dernière consultation: 29/09/2017].

23/ Andrew Silke, The Psychology of Counter-Terrorism, Londres, Routledge, 2011.

24/ Fethi Benslama, « Subjectivité et politique de la radicalisation », La clinique lacanienne, 2015, vol 1, n°27, pp. 183-198.

## 2) Les facteurs socio-économiques et politiques (contexte national)

Si la pauvreté et l'exclusion peuvent constituer des terrains favorables pour la radicalisation, différentes études ont montré que parmi les jeunes qui sont partis en Syrie ou qui ont commis un attentat, on trouve tous les profils socio-économiques, du chômeur au chef d'entreprise, en passant par l'étudiant. La majorité d'entre eux, du moins dans le monde occidental, ne peuvent être considérés comme défavorisés ou comme victimes d'oppression politique.

En revanche, le sentiment d'être stigmatisé, de faire partie d'un groupe discriminé et de devoir démontrer plus que d'autres la compatibilité de son appartenance et de son mode de vie avec les valeurs qui fondent notre société alimente chez certains le rejet de celles-ci et la recherche d'autres cadres de référence.



« ... t'es libre uniquement si tu as envie de te mettre à poil, mais t'es pas libre de mettre la burqua, il est où votre délire ? T'as pas le droit de t'habiller correctement, d'aller prier quand tu veux, de pratiquer ta religion ? », proteste Tia.

En Belgique, la représentation du monde arabo-musulman par certains médias, les débats sur le port de signe convictionnel à l'école ou au travail, l'interdiction de porter le voile intégral dans l'espace public et, plus récemment, l'interdiction de l'abat-tage rituel ont fait naître un sentiment de malaise, d'injustice, voire de révolte chez certains musulmans. Cette perception est encore aggravée par la hausse bien réelle de l'islamophobie. Des émotions habilement exploitées par divers sites islamistes, notamment salafistes.



« ... ma mère, elle s'est fait discriminer beaucoup plus que moi. Comme par exemple, une fois, elle se baladait avec le voile et une femme qu'elle ne connaissait même pas lui a chuchoté : quel foulard de merde ! », s'indigne Tia. dans une capsule vidéo de RAFRAP.

Mais ce ne seraient pas toujours les discriminations dont ils se sentent l'objet, à tort ou à raison, qui pousseraient les jeunes à la radicalisation. Selon Corinne Torrekens, « Il est important de comprendre que certains individus, bien que n'ayant pas personnellement vécu des processus de discrimination, peuvent sortir diplômés de l'enseignement supérieur, avoir un travail et appartenir à la classe moyenne ou supérieure, tout en s'identifiant à un groupe qu'ils perçoivent comme victime de ces différents processus d'exclusion. C'est ce processus d'identification qui compte », explique-t-elle<sup>25</sup>. Des chercheurs ont montré que c'est moins le capital (social, culturel, économique, etc.) réel d'un individu qui compte que l'écart existant entre, d'un côté, ce capital et, de l'autre, les attentes de l'individu et ses opportunités économiques, en particulier en matière d'emploi<sup>26</sup>.

« Les performances scolaires des jeunes d'origine étrangère sont globalement moins bonnes que celles des jeunes autochtones. La Belgique est un des pays de l'OCDE où le système scolaire est particulièrement inégalitaire », nous apprennent Georges Dallemagne, Vanessa Matz et Quentin Martens<sup>27</sup>, en faisant référence à une étude de la Fondation Roi Baudouin<sup>28</sup>. De même, des discriminations à l'emploi existent dans

25/ « Comprendre le basculement dans la violence jihadiste », *La revue nouvelle* n°8, Le 27 novembre 2015. <http://www.revue nouvelle.be/Comprendre-le-basculement-dans-la-violence-2835> [Dernière consultation: 12/08/2017].

26/ Stijn Sieckelinck et Amy-Jane Gielen, *Renforcer la résilience. Les facteurs de protection pour lutter contre l'extrémisme violent*, RAN National Resilience Expert Meeting, 2016, pp. 1-7.

27/ *La Belgique face au radicalisme. Comprendre et agir*, coordonné par Georges Dallemagne, Vanessa Matz, Quentin Martens, Presses universitaires de Louvain, 2016, p. 66 et p. 84.

28/ « Ce que nous enseigne Pisa. Vers des écoles de qualité pour tous ? », *Zoom*, 2014.



notre pays et peuvent provoquer un sentiment d'inégalité des chances. « Ces réalités, poursuivent les auteurs, amènent à des frustrations réelles ou relatives (...) Elles proviennent du décalage entre ce que les jeunes perçoivent et ce qu'ils souhaiteraient être. » Pour Edwy Plenel, les frères Kouachi et A. Coulibaly, auteurs des attentats de janvier 2015 à Paris sont le produit « des déchirures de notre société »<sup>29</sup>. Selon certaines études du cas nord irlandais, des facteurs socio-économiques (pauvreté, désœuvrement, manque d'infrastructures, accès défaillant aux services, etc.) expliqueraient au moins en partie le soutien accordé à l'IRA et l'engagement en son sein<sup>30</sup>. De même, la marginalisation politique a été particulièrement mise en évidence dans le cas du développement de la violence nationaliste en Corse, les structures claniques et clientélistes tenant largement à l'écart du pouvoir une génération avide d'expression politique<sup>31</sup>.

Pour l'essayiste française Caroline Fourest, il faut, au contraire, en finir avec cette « culture de l'excuse » et ces raisonnements qui visent à déresponsabiliser les terroristes. « Comme si le fait d'avoir eu une enfance difficile, d'avoir grandi dans une cité dégradée ou même d'avoir du mal à trouver un emploi à cause de son patronyme pouvait justifier, de près ou de loin, de prendre une kalachnikov. »<sup>32</sup>

Mais comme l'explique Bernard Lahire, accuser une sociologie qui met en évidence les discriminations d'excuser les terroristes ou les malfrats relève d'une « confusion des perspectives »<sup>33</sup> : « Comprendre est de l'ordre de la connaissance (laboratoire). Juger et sanctionner sont de l'ordre de l'action normative (tribunal). Affirmer que comprendre "déresponsabilise" les individus impliqués, c'est rabattre indûment la science sur le droit ». Car « le savant étudie "ce qui est" et n'a pas à apprécier si ce qui est est "bien" ou "mal" »<sup>34</sup>.

29/ « Ces monstres sont le produit de notre société », *Bondy Blog*, 14 janvier 2015.

30/ Élise Féron, « New Wines in Old Bottles ? Recompositions et renouveaux des recherches sur la violence en Irlande du Nord », dans *Les violences politiques en Europe*, op. cit., pp. 89-104.

31/ Xavier Crettiez, « Penser la radicalisation », *Revue Française de Science politique*, n°5, vol. 66, 2016, pp. 709-727.

32/ *Eloge du blasphème*, Paris, Grasset, 2015, 184 pages, p. 123.

33/ Xavier Molina « La sociologie excuse-t-elle les terroristes ? », *Alternatives Économiques*, 01 décembre 2015.

34/ *Pour la sociologie. Et pour en finir avec une prétendue « culture de l'excuse »*, Paris, La Découverte, 2016.

### 3. Les facteurs géopolitiques (contexte international)



« En fait en 2013, quand ça commence les problèmes en Syrie, on en parle beaucoup dans les médias et pour moi, ça me touche dans mon cœur, témoigne Mansour qui a tenté de rejoindre la Syrie et a été arrêté à l'aéroport lors de son départ. Pourquoi ? Parce que je vois la Palestine, c'est une catastrophe. Je vois l'Afghanistan, la même chose. Je vois l'Irak (...) et la Syrie aussi. Et moi, j'ai dit : je veux aider les gens là-bas parce que la Syrie, c'est une terre très importante. »



« ...un matin, j'en ai eu marre. J'étais déterminée à aller en Palestine. J'ai pris mon sac de l'école, je l'ai vidé, je l'ai rempli avec des affaires puis je suis partie. (...) Je n'avais pas de plan. En gros, je suis partie sans mon cerveau. Je ne vais pas vous mentir, c'est vrai, je voulais défendre que les musulmans. (...) Si je pouvais donner ma vie pour arrêter cette guerre, je l'aurais fait depuis longtemps, assure Tia. Mais je ne serais qu'une victime de plus, alors je ne l'ai pas fait. »

D'autres éléments de la géopolitique mondiale interviennent également, en particulier la guerre d'Irak, lancée en 2003 par les Etats-Unis sous le fallacieux prétexte que le régime de Saddam Hussein aurait soutenu les terroristes du 11 septembre 2001 et possédé des armes de destruction massive. Cette guerre a eu des conséquences désastreuses qui perdurent aujourd'hui, non seulement parce qu'elle est perçue par certains musulmans comme une volonté de soumettre l'islam sunnite, mais aussi en raison des abus qui l'ont accompagnée. Les photos de prisonniers en situation humiliante dans la prison d'Abu Ghraib et dans le camp d'internement de Guantanamo, où des détenus islamistes ont été victimes de traitements cruels, inhumains et dégradants, ont causé un traumatisme chez de nombreuses personnes et provoqué des sentiments de haine par rapport à l'Amérique.

Dans un message posthume, enregistré pour sa mère, l'un des kamikazes qui s'est fait exploser à l'aéroport de Zaventem, le 22 mars 2016, explique que « *les musulmans sont persécutés depuis des décennies* » et présente le djihad comme une réponse à l'oppression dont ils seraient victimes<sup>35</sup>. « *...depuis des centaines d'années, on a perdu l'Andalousie, on a perdu la Palestine (...) gloire à Dieu, il y a un Etat islamique qui a été créé.* »

Selon Stéphane François, les groupes Identitaires d'extrême droite adoptent la même approche. Tous leurs textes géopolitiques mettent en évidence « *une supposée politique de conquête de l'islam vis-à-vis de l'Europe et la volonté de dégager les peuples européens de la tutelle américaine* »<sup>36</sup>. A l'image du califat islamique, les Identitaires souhaitent créer de grands espaces civilisationnels autarciques et indépendants pour faire face au « choc des civilisations » théorisé par Samuel Huntington<sup>37</sup>.

Près d'un siècle après l'abolition du dernier califat ottoman par Atatürk, en 1924, l'organisation « Etat islamique » (Ei) a présenté la proclamation en juin 2014 de son nouveau Califat comme une revanche et une source de fierté retrouvée pour la Oumma, la « grande communauté des musulmans ». Si le recrutement de « combattants étrangers » avait démarré dès 2012, il a connu une explosion entre 2014 et 2015. Un succès largement lié à la capacité de Daech de contrôler un vaste territoire en Syrie et en Irak. Ensuite, au fur et à mesure qu'il perdait du terrain, l'Ei a justifié chaque attentat en disant qu'il s'agissait d'une riposte aux bombardements de la coalition intervenant contre ses positions en Syrie et en Irak (voir l'encadré « Les clés du conflit syrien »).

#### 4. Les facteurs idéologiques et religieux

Tout groupe radical s'appuie sur une idéologie, à savoir un système d'idées prédéfinies, qu'il utilise pour analyser la réalité. Ce sont en quelque sorte les « lunettes » avec lesquelles le groupe radical voit et décode le monde. L'idéologie cadre les griefs personnels et collectifs et désigne un « ennemi »<sup>38</sup>. Enfin, elle favorise les émotions aux dépens de la rationalité qui permettrait de déceler les invraisemblances de ses discours<sup>39</sup>.

35/ « Dans la tête des kamikazes », Soren Seelow, *Le Monde*, 6/6/2017.

36/ Stéphane François, « Réflexions sur le mouvement "Identitaire" », *Fragments sur les temps présents*, 05 mars 2009.

37/ S. François, *op. cit.*

38/ Mohammed Hafez et Mullins Creighton, « The Radicalization Puzzle: A Theoretical Synthesis of Empirical Approaches to Homegrown Extremism », *Studies in Conflict & Terrorism*, 38, 2015, pp. 958-975.

39/ X. Crettiez, *op. cit.*

Des études sur l'extrême droite ont montré que, « *si l'engagement avait un coût, il offrirait aussi des bénéfices.* » Militer procure, en effet, « des relations, un contact avec d'autres personnes avec qui échanger (...) un sentiment d'appartenance, une identité (...) un sens à la vie, un cadre d'interprétation du monde, une clé pour le comprendre »<sup>40</sup>. Le noyau dur idéologique commun aux militants d'extrême droite serait moins la xénophobie que son envers, la préférence nationale, à savoir la valorisation de son groupe d'appartenance<sup>41</sup>.

Dans le cas de l'IRA, des recherches ont mis en évidence les ressorts imaginaires et symboliques du conflit : les mythes et récits d'origine religieuse semblent ainsi constituer un formidable réservoir de mobilisation contre l'autre.

L'idéologie prévaut aussi dans les milieux djihadistes. Certains des jeunes endoctrinés par Daech disent regretter l'absence d'éducation religieuse parentale, à l'instar d'Eric qui déplore le « manque de transmission de connaissances basiques de la religion ».

Mansour est du même avis :



« *...il ne faut pas montrer les parents du doigt. Mais ce problème n'existerait pas si nos parents nous avaient appris l'islam quand on était petit, dire comment on va prier, comment on va écouter cette personne...* ».

D'autres délaissent l'islam de leurs parents, qu'ils jugent dévoyé, pour se tourner vers des prédicateurs de rue et des sites extrémistes. A partir d'Internet, ils se bricolent une identité religieuse, en empruntant à tel ou tel prétendu savant telle ou telle règle ou doctrine, avec tous les risques que cela comporte.



« *L'esprit critique, je l'avais déjà eu avant de me radicaliser, mais je n'ai pas utilisé mon esprit critique dans ma pratique religieuse, dans ma recherche de sciences religieuses...* », reconnaît Eric.

Ils se trouvent alors souvent confrontés aux diatribes de l'Etat islamique, qu'ils abordent sans la distance critique qui leur permettrait de réagir. « *Musulmans, (...) rejetez la démocratie, la laïcité, le nationalisme et les autres ordures de l'Occident. Revenez à votre religion* », clamait Abou Bakr Al-Baghdadi, le chef de l'Etat islamique, dans une vidéo sur Internet, le 5 juillet 2014. Dans *Dabiq*, un de ses magazines de propagande en ligne, l'Ei écrit par exemple, en juillet 2016 : « *Même si vous cessez de nous bombarder, de nous emprisonner, de nous torturer, de nous diffamer, de prendre nos terres, nous continuerons à vous détester parce que la cause principale de cette haine ne cessera pas tant que vous n'aurez pas embrassé l'islam.* »

Ces prêches de haine et le passage du djihad défensif (en réponse aux bombardements de la coalition internationale en Syrie) au djihad offensif ne sont pas sans conséquence sur des jeunes en recherche, dont les connaissances religieuses sont souvent très embryonnaires.

D'autres jeunes, délinquants cette fois, cherchent dans le djihad une rédemption : « *Beaucoup de délinquants se sentent coupables*, explique le psychanalyste Fethi Benslama. *Leur entrée dans le djihad peut atténuer ce sentiment en leur offrant une cause.* »<sup>42</sup>

40/ Bert Klandermans, Annette Linden et Nonna Mayer, « Le Monde des Militants d'extrême droite en Belgique, en France, en Allemagne, en Italie et aux Pays-Bas », *Revue internationale de politique comparée*, 2005/4, vol. 12, pp. 469-485.

41/ B. Klandermans, A. Linden et N. Mayeur, *op. cit.*

42/ Fethi Benslama, auteur d'*Un furieux désir de sacrifice. Le surmusulman*, Seuil, 2016, cité par *Le Monde* 6/6/2017.

Comme l'explique Rachid Benzine, « la force de Daech, c'est que celui-ci propose un discours cohérent sur l'état du monde et sur sa nécessaire transformation (...) Daech dénonce l'impérialisme occidental (...) Il désigne les « méchants », ceux qu'il faut détruire (...) et il annonce l'avènement d'un monde nouveau, où les opprimés et les humiliés seront rétablis dans leurs droits et leurs prérogatives »<sup>43</sup>.

Daech « promet un accès direct et immédiat au paradis si les recrues acceptent de participer à des attentats suicides », précise Marc Knobel, historien, qui cite « Flames Of War », un documentaire de propagande de 55 minutes, filmé en HD et diffusé sur Internet par l'Ei, montrant un djihadiste qui meurt le sourire aux lèvres<sup>44</sup>.

A travers son interprétation de l'islam, l'Ei promet aux martyrs non seulement la rédemption, mais aussi la félicité sexuelle éternelle. Comme l'explique Fethi Benslama, « L'islamisme entretient, à travers le paradis, l'imaginaire phallique d'un lieu de jouissance absolu pour les hommes, sans manque, sans loi, donc sans péché. »<sup>45</sup>



Eric nous dit : « On est là pour aller mourir quoi, c'est tout ce qu'on souhaite. C'était aussi la récompense qui était évoquée. On se dit : ah, c'est bon, c'est motivant. Et la récompense c'est, c'est plus un truc comme aller au plus haut degré de paradis... (rire) excusez-moi, avoir 70 femmes au paradis, ramener 70 personnes de sa famille au paradis... »

43/ « La principale conquête de Daech est celle du territoire des esprits », *Le Monde*, 07 juin 2016.

44/ « La propagande apocalyptique de Daech (en français) », *Le Huffington Post*, 7/4/2017 [http://www.huffingtonpost.fr/marc-knobel/dabiq-journal-daech-propagande-web\\_b\\_5966050.html](http://www.huffingtonpost.fr/marc-knobel/dabiq-journal-daech-propagande-web_b_5966050.html) [Dernière consultation: 12/08/2017].

45/ *Le Monde* 6/6/2017, *op. cit.*

46/ « Olivier Roy: "Le djihadisme est une révolte générationnelle et nihiliste", *Le Monde*, 24/11/2015. [http://www.lemonde.fr/idees/article/2015/11/24/le-djihadisme-une-revolte-generationnelle-et-nihiliste\\_4815992\\_3232.html](http://www.lemonde.fr/idees/article/2015/11/24/le-djihadisme-une-revolte-generationnelle-et-nihiliste_4815992_3232.html)

47/ Interviewé par Cecile Daumas, *Libération*, le 14/4/2016. [http://www.liberation.fr/debats/2016/04/14/gilles-kepel-il-faut-ecouter-les-preches-du-vendredi\\_1446225](http://www.liberation.fr/debats/2016/04/14/gilles-kepel-il-faut-ecouter-les-preches-du-vendredi_1446225) [Dernière consultation: 12/08/2017].

48/ *La Belgique face au radicalisme*, *op. cit.* p.103.

La place et l'importance de l'idéologie dans les processus de radicalisation suscitent des débats entre experts, notamment entre les islamologues français Olivier Roy et Gilles Kepel. En très bref, quelle est la thèse de chacun ? Pour Olivier Roy, le djihadisme est « une révolte nihiliste »<sup>46</sup> Et pour l'étayer, il a trouvé cette formule qui connaît un grand succès : « Il ne s'agit pas de la radicalisation de l'islam, mais de l'islamisation de la radicalité. » Autrement dit, nous sommes face à « une révolte générationnelle » qui revêt les habits de la religion parce que c'est un cadre d'interprétation du monde qui est disponible, accessible, et qui serait également aujourd'hui un « effet de mode ». La religion serait donc un facteur périphérique.

Pour Gilles Kepel, c'est exactement le contraire, l'islam et particulièrement la salafisation de nos sociétés serait au cœur du phénomène djihadiste.

« En 1986, quand j'ai effectué les recherches pour mon livre *les Banlieues de l'islam*, il n'y avait pas de trace du salafisme en France. Il est apparu après la guerre du Golfe de 1990, avec l'aide saoudienne. Depuis 2005, il a effectué une montée en puissance et, aujourd'hui, les marqueurs de la salafisation sont nombreux dans les "quartiers", sans parler de son omniprésence sur le Web. »<sup>47</sup>

Cette montée du salafisme affecte également la Belgique. Felice Dassetto, professeur émérite en sociologie de l'UCL et fondateur du Centre interdisciplinaire d'études de l'islam dans le monde contemporain (CISMOC), tient, lui aussi, à mettre en garde à son propos : « ... même le salafisme piétiste qui ne prône pas du tout le radicalisme mais qui se borne à se concentrer sur la norme et le rite constitue, à mes yeux, une prémice, même lointaine, pour une possible radicalisation. (...) Le salafisme piétiste construit un univers où la seule légitimité est celle de l'univers de purs autour de la norme et du rite ; tout le reste est écarté. J'invite donc à faire attention au discours salafiste car il enferme dans une identité exclusive et peut mener de la sorte à une radicalisation. »<sup>48</sup>

Pour notre part, nous nous contenterons de rappeler que la radicalisation est un phénomène complexe, aux causes multiples, qu'il serait bon d'appréhender avec calme, rigueur et équilibre, sans œillères ni parti-pris, si on veut pouvoir poser les bons diagnostics. Car, comme le disait Victor Hugo à l'Assemblée nationale française, lors d'un discours sur la misère « *Comment veut-on guérir le mal si l'on ne sonde pas les plaies ?* »<sup>49</sup>

49/ Discours prononcé le 09/07/1849 <https://blogs.mediapart.fr/victorayoli/blog/100215/grandes-voix-victor-hugo-discours-sur-la-misere-l-assemblee-nationale-le-9-juillet-1849> [Dernière consultation: 14/10/2017].

50/ « Les filières terroristes en Belgique : du défi sécuritaire au défi structurel », Thomas Renard, *Diplomatie* n°87, juillet-août 2017, pp 43 à 46, propos recueillis par Nathalie Vergeron, le 5 mai 2017.

51/ « A battered ISIS grows ever more dependent on lone wolves, simple plans », Joby Warrick et Souad Mekhennet, *Washington Post*, 20 juillet 2017, [https://www.washingtonpost.com/world/national-security/a-battered-isis-grows-ever-more-dependent-on-lone-wolves-simple-plans/2017/07/19/3eeef9e8-6bfa-11e7-96ab-5f38140b38cc\\_story.html?hpid=hp\\_hp-more-top-stories-2\\_isis-foiled-730pm%3Ahomepage%2Fstory&utm\\_term=.f1e3f88619c5](https://www.washingtonpost.com/world/national-security/a-battered-isis-grows-ever-more-dependent-on-lone-wolves-simple-plans/2017/07/19/3eeef9e8-6bfa-11e7-96ab-5f38140b38cc_story.html?hpid=hp_hp-more-top-stories-2_isis-foiled-730pm%3Ahomepage%2Fstory&utm_term=.f1e3f88619c5) [Dernière consultation: 12/08/2017].

52/ *Country Reports on Terrorism*, 2016.

53/ Comme l'AFD (Alternative pour l'Allemagne), parti nationaliste et anti-migrants, qui a recueilli 13% des voix aux élections de septembre 2017 et fait son entrée au parlement. C'est la première fois qu'une formation d'extrême droite entre au Bundestag depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

54/ Y. Trotignon, *op. cit.*

55/ B. van Ginkel, *op. cit.*

## Quelle est la situation actuelle ?

Nous sommes face à une situation en rapide et constante évolution. A partir de la défaite de Kobane (Syrie), en janvier 2015, l'Etat islamique a connu une série de revers militaires importants jusqu'à perdre en 2017 ses bastions de Mossoul, en Irak et Raka, en Syrie.

Même si le mythe du califat n'a pas disparu, sa force d'attraction, sur le territoire syrien et irakien du moins, a nettement diminué. A tel point que, **depuis le début de l'année 2016, aucun jeune belge n'est parti se battre en Syrie ou en Irak**<sup>50</sup>. Ce phénomène n'est d'ailleurs pas propre à la Belgique, ni même à l'Europe : comme le confirmait, en juillet 2017, B. McGurk, le représentant américain auprès de la coalition contre l'Etat islamique « *Les combattants étrangers ne se rendent plus en Syrie* »<sup>51</sup>.

Peut-on en déduire que le risque d'attentats dans nos pays va dès lors diminuer? Malheureusement non. Selon le Département d'Etat américain, l'Etat islamique « *reste la plus puissante menace terroriste à la sécurité globale* »<sup>52</sup>, avec 1100 attaques menées à travers le monde en 2016, qui ont causé la mort de 9000 personnes, dont la majorité en Irak.

Pour ce qui est de l'extrême-droite violente, Europol dans son rapport 2017 fait état d'une préoccupation croissante des gouvernements européens : parallèlement aux succès électoraux de plusieurs partis qualifiés de « nationaux populistes »<sup>53</sup>, des mouvements violents d'extrême droite surgissent ou reprennent vigueur (voir la [fiche thématique 1](#) « Les extrémismes violents et les terrorismes »).

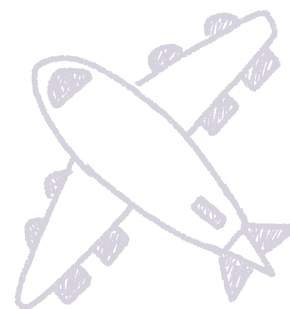
Si, en Belgique, l'OCAM a réduit le niveau de la menace terroriste de 3 à 2 sur une échelle de 4, la plupart des analystes prédisent que les attaques vont continuer et peut-être même augmenter.

Pourquoi ? Pour deux raisons majeures au moins : *d'une part*, parce que Daech a appelé les musulmans à commettre des attaques dans les pays où ils vivent plutôt que de rejoindre encore les zones de conflit. C'est le phénomène des *Homegrown Terrorist Fighters* (combattants terroristes natifs), dont certains experts soulignent combien ils sont difficiles à identifier a priori, puisque le plus souvent non fichés<sup>54</sup>. Et d'autre part, les attaques vont continuer, parce que, suite aux revers militaires rencontrés par l'Etat islamique, de nombreux combattants étrangers sont rentrés dans leur pays d'origine ou vont tenter de le faire. Si 14% des *foreign fighters* partis de l'Union européenne sont morts sur place (décès confirmés), 30% étaient par contre de retour fin 2016<sup>55</sup>.

Un des problèmes les plus brûlants auxquels nous avons commencé à faire face est précisément celui-là : quel sort réserver aux « returnees » ou « revenants » dont parle David Thomson dans son livre<sup>56</sup> ? Jeunes brisés par des horreurs auxquelles ils n'étaient nullement préparés ou combattants aguerris, endurcis aux exactions, ils n'ont pas tous renoncé à leurs convictions djihadistes. Entre 2013 et 2015, 150 d'entre eux sont rentrés en Belgique, dont 60 ont été emprisonnés pour des faits de terrorisme. « *Il reste encore en Syrie un noyau dur d'une centaine d'individus qui pourrait poser un problème sécuritaire sérieux à court terme (risque d'attentat) mais aussi à plus long terme, si ces individus se lancent dans des activités de prosélytisme* », avertit Thomas Renard, chercheur à l'Institut Egmont et professeur au Vesalius College (VUB)<sup>57</sup>.

Comment protéger la société de leur dangerosité potentielle ? Le passage par l'incarcération est-il toujours la meilleure solution ? Comment réinsérer ensuite ces combattants dans le tissu social ? Et comment agir par rapport aux enfants qui auront vécu quelques années au sein de l'Etat islamique et y auront été endoctrinés ? Sans compter cette autre menace de prosélytisme qu'incarnent les « revenants » : auréolés de la gloire d'avoir combattu, ils bénéficieront auprès de certains jeunes d'un réel prestige. Et dès lors aussi, d'une force d'embrigadement redoutable. Il y a là un défi de taille, qui concerne entre autres les parents, les éducateurs et les enseignants.

D'autant que d'anciens djihadistes, mais aussi des jeunes à leur tour fanatisés par les premiers pourraient à présent vouloir venger le califat. Car certains sympathisants de Daech « *voient dans les opérations occidentales, russes, arabes ou iraniennes contre l'Etat islamique la plus éclatante démonstration d'un complot mondial contre les "vrais croyants"* », comme l'affirme Yves Trotignon<sup>58</sup>.



56/ *Les revenants*, David Thomson, Paris, Seuil, 2016, 304 pages.

57/ « Les filières terroristes en Belgique : du défi sécuritaire au défi structurel », *op. cit.*, p. 43.

58/ « Panorama du phénomène djihadiste en France », *op. cit.*, pp. 42-3.

### Que faire ?

1. La question fondamentale est peut-être de réfléchir comment offrir aux jeunes un projet mobilisateur. Qu'est-ce qui donne sens à la vie ? Comment répondre aujourd'hui en Occident à la quête d'idéal des adolescents ? « *Si on n'offre plus à nos jeunes les moyens de penser la condition humaine, tous les radicalismes, avec leurs côtés excessifs, vont les séduire* », remarque le psychiatre Philippe van Meerbeeck, professeur ordinaire à la faculté de médecine de l'UCL<sup>59</sup>. (Voir [fiche d'activités 1](#)).
2. Il est important de parler avec mesure et sans excès de la radicalisation violente, voire du terrorisme. Les « faiseurs d'opinion » et en particulier les médias ont, à cet égard, une grande responsabilité. Surévaluer la menace ou reprendre sans distance critique l'imagerie ou la rhétorique des organisations terroristes peut renforcer la peur qu'elles veulent semer au sein de nos sociétés, d'une part, et rendre leur action attrayante à certains, d'autre part. Des désignations hasardeuses, des explications simplistes, des accusations généralisantes peuvent générer des amalgames qui stigmatisent une partie de la population et renforcer la polarisation.
3. Comme souligné dans la présentation du dossier pédagogique, la prévention de la radicalisation passe par un travail sur le dialogue, l'ouverture d'esprit, la tolérance, l'écoute bienveillante, le respect des droits humains et du pluralisme et le développement de l'esprit critique.



« *Moi, je garde à l'esprit ce qui s'est passé pour moi*, explique Mansour, dans une capsule vidéo de RAFRAP. *Je dis qu'entre le noir et le blanc, c'est le gris. Il faut développer l'esprit critique. Si tu gagnes l'oreille d'un jeune radicalisé, tu as gagné une bataille* ». ♦

59/ « La question du sens et de l'identité chez les jeunes aujourd'hui », *La Belgique face au radicalisme. Comprendre et agir, op. cit.*, p. 81.

## LES CLÉS DU CONFLIT SYRIEN

En février 2011, dans la foulée du “printemps arabe” amorcé par la révolution tunisienne, des manifestants pacifiques se mobilisent contre le régime de Bachar Al-Assad, héritier d’une dictature installée en 1970 par son père Hafez Al-Assad. La répression est immédiate. Le 2 mars, l’arrestation et la torture d’écoliers “coupables” d’avoir écrit des slogans anti-régime sur des murs de la ville de Deraa mettent le feu aux poudres. D’immenses manifestations ont lieu dans tout le pays. Elles sont violemment réprimées par l’armée qui tire dans la foule.

Confrontée au refus de toute réforme, la contestation se radicalise. En juillet 2011, des déserteurs de l’armée, rejoints par des civils, créent Armée syrienne libre. Des groupes d’opposition se rassemblent dans des coalitions politiques qui proclament leur volonté de conduire le pays vers la démocratie. Des islamistes, toutefois, se joignent à la rébellion, une évolution qui va très vite brouiller l’image de l’opposition.

A la mi-2012, les rebelles lancent la bataille de Damas, la capitale politique, et d’Alep, la capitale économique de la Syrie. Le pays s’enfonce dans une guerre civile d’une violence inouïe. Les forces gouvernementales lancent des barils d’explosifs sur les quartiers tenus par les rebelles, des milliers d’opposants (ou supposés tels) sont arrêtés, torturés, exécutés. En 2013, le régime est accusé d’employer des armes chimiques (gaz sarin), dans la région de Ghouta. Malgré sa menace d’intervenir en cas de franchissement de la “ligne rouge” du recours aux armes chimiques, le président américain Obama s’abstient et choisit de parrainer avec la Russie un accord de démantèlement de l’arsenal chimique syrien.

Au sein de l’opposition, l’initiative échappe peu à peu aux modérés. Des groupes extrémistes islamistes s’imposent, en particulier le Front Al-Nosra, branche locale d’Al-Qaïda, et l’Etat islamique (Ei, aussi appelé Daech), issu d’une scission d’Al-Qaïda en Irak à laquelle se sont joints notamment d’anciens prisonniers islamistes syriens libérés à dessein par le régime.

Le conflit s’internationalise. L’Iran et le Hezbollah, la milice chiite libanaise, appuient Bachar Al-Assad qui appartient à la minorité alaouite, une branche du chiisme. Les groupes rebelles, de leur côté, sont soutenus par l’Arabie saoudite, le Qatar, la Turquie et, plus discrètement, par des pays occidentaux dont les Etats-Unis.

En janvier 2014, l’Ei conquiert Raqqa (Nord de la Syrie) et, en juin, proclame le Califat. Des milliers de combattants étrangers affluent dans les régions sous son contrôle, en Syrie et en Irak. C’est dans ces sanctuaires que seront coordonnés les attentats terroristes menés en Occident.



En 2014, la Russie intervient militairement en Syrie, officiellement pour participer à la lutte contre l'Etat islamique. Mais son intervention, marquée par des bombardements indiscriminés contre les forces rebelles et des populations civiles, bénéficie essentiellement au camp gouvernemental. Celui-ci récupère peu à peu le territoire perdu. La ville d'Alep, bastion de la rébellion, est reprise en décembre 2016.

Dès le début des affrontements, des tentatives de négociation ont été lancées par les Nations unies. En vain. En décembre 2016, un accord de cessez-le-feu global est signé entre le gouvernement et des mouvements rebelles, à l'initiative de la Russie et de la Turquie, mais il n'est pas respecté. En avril 2017, le gouvernement est, une nouvelle fois, accusé d'avoir recours aux armes chimiques. Et les combats continuent.

La guerre civile syrienne s'inscrit dans un kaléidoscope d'autres conflits qui troublent les enjeux et brouillent les cartes. D'un côté, le combat mené par une coalition internationale, à laquelle participe la Belgique et dirigée par les Etats-Unis, vise à réduire l'Etat islamique; de l'autre, les gouvernements turc et irakien tentent de contrer l'émergence d'un pouvoir kurde. Les forces kurdes, soutenues par les Etats-Unis, ont pris une part décisive aux combats contre les djihadistes. Leur victoire dans la ville de Kobané, en juillet 2014, est considérée comme la première défaite de Daech.

En 2017, le territoire contrôlé par l'Ei se rétrécit comme peau de chagrin, avec la chute de Mossoul (Irak) en juillet et de Raqqa (Syrie) en octobre. Mais la confrontation se déplace : pour empêcher une prise de pouvoir kurde, l'armée turque intervient à Idlib et celle d'Irak à Kirkouk, une ville jusque-là intégrée au Kurdistan irakien (semi-autonome).

La guerre de Syrie a provoqué une énorme tragédie humaine, avec près de 500.000 morts et disparus. Des millions de personnes ont aussi quitté leur pays pour se réfugier dans les Etats voisins (Turquie, Jordanie, Liban) et, à partir de 2015, en Europe. A ces chiffres s'ajoutent de 6 à 8 millions de déplacés à l'intérieur de la Syrie. Le pays est devenu « une salle de torture », note un rapport des Nations unies. Une grande partie des villes ont été détruites par les combats et les infrastructures, dévastées. ◆

# LE THALYS D'AMSTERDAM

## Jeu de rôle<sup>1</sup>



### Thématiques abordées dans le jeu

Stéréotypes, préjugés, discrimination et racisme.

### Introduction

Les discriminations, les discours de haine et le racisme peuvent alimenter la colère et conduire à des postures radicales. Mais ceux qui se disent victimes de discrimination sont parfois les premiers à discriminer les autres, lorsqu'ils sont en situation de le faire. Les participants en prendront conscience grâce à ce jeu, qui permet d'aborder les notions de stéréotypes, préjugés, discrimination et racisme, tous définis dans le texte ci-après.



### Public et âges

Les élèves du cycle secondaire moyen et supérieur, ou les jeunes à partir de 14 ans. Ce jeu fonctionne aussi très bien avec des adultes.



### Nombre de participants

Entre 10 et 25, idéalement.



### Durée, débriefing compris

1 à 2 heures. Deux versions de l'animation sont proposées ci-après, selon le temps dont dispose le formateur. **(Il est de surcroît possible de moduler le timing en fonction du degré d'approfondissement des notions abordées).**



### Matériel

- Une fiche de présentation des 13 passagers du train, à distribuer à chaque participant (voir ci-dessous). Prévoir donc une photocopie par personne.
- Ordinateur et projecteur pour le Power Point, à utiliser pour le débriefing. **(Facultatif)**

## Objectifs

(Attention : le formateur ne fera pas part aux élèves de ces objectifs (notamment le troisième), sous peine de faire perdre au jeu sa pertinence)

1. Exercer son esprit critique. Opérer des choix et argumenter.
2. Dialoguer en groupe, dans le respect de chacun, et arriver à se mettre d'accord sur des choix collectifs.
3. Faire prendre conscience aux élèves de leurs préjugés et de leurs stéréotypes. Et remarquer que nous sommes tous susceptibles de pratiquer la discrimination. Même ceux qui s'en plaignent !
4. Clarifier différents concepts.
5. Découvrir qu'une société plus inclusive passe par le comportement de chacun de nous.

## Consignes à rappeler aux participants

- Ecoute bienveillante.
- Respect de chacun et de ses opinions : la pluralité des points de vue nous enrichit.

## Synopsis (l'histoire en bref)

Vous êtes policier et vous êtes envoyé avec l'un de vos collègues à la gare du Midi, à Bruxelles. Votre mission ? Contrôler les passagers qui descendent du Thalys (train rapide) provenant d'Amsterdam. Votre chef pense qu'il y a beaucoup de drogue (haschich), qui entre en Belgique par cette voie. Comme les voyageurs sont nombreux, vous ne pourrez pas tous les contrôler et devrez vous limiter à 5 personnes. Or, il y en a 13 qui descendent par la porte devant laquelle vous vous trouvez : dans la liste ci-dessous, qui énumère ces 13 passagers, qui allez-vous contrôler et pourquoi ?

## Déroulement

**Phase 1 : le formateur raconte l'histoire à tout le groupe** et veille à ce que tous aient bien compris. Chaque élève est donc un policier. Le formateur précise qu'il s'agit d'un jeu de rôle (qu'il faut donc entrer dans la peau du personnage), mais sans en expliquer les objectifs.

### Phase 2 : exercice individuel

Le formateur distribue à chaque élève la liste des treize passagers. Chaque participant réfléchit, note ses 5 choix et les justifie brièvement. Cet aspect d'explication des choix est important : on ne peut se contenter de choisir.

Durée : 10 minutes environ.

**Phase 3 : exercice en petits groupes de 5 à 6 personnes**

Mise en commun au sein des petits groupes : chacun expose ses choix aux autres, les justifie et une discussion s'engage entre les participants. Le groupe doit en effet se mettre d'accord pour proposer 5 personnes à contrôler.

Durée : entre 20 et 30 minutes, selon le temps dont on dispose (une ou deux heures de cours).

Si un ou plusieurs groupes terminent avant les autres, leur poser une question supplémentaire à débattre en groupes : auriez-vous contrôlé les mêmes personnes si vous soupçonniez un attentat terroriste ?

**Phase 4 : mise en commun avec tous les participants réunis.** Un porte-parole de chaque petit groupe expose les choix de son équipe, puis une discussion s'engage avec tout le groupe. On passe ensuite au débriefing.

**Contenu du débriefing**

Le formateur : Comment avez-vous choisi les personnes à contrôler, sur base de quels critères ? Le but est de faire prendre conscience aux participants qu'**ils ont opéré leurs choix sur base de préjugés et de stéréotypes** : toutes les personnes figurant sur cette liste étaient, en effet, susceptibles de transporter de la drogue.

Faire découvrir aux participants qu'ils ont, en fait, pratiqué le profilage qui est une forme de discrimination. Or, tous les citoyens sont égaux devant la loi et ont droit à une égale protection de la loi – sans discrimination d'aucune sorte. Eux qui se plaignent parfois de l'attitude de certains policiers qui auraient tendance à contrôler davantage certains groupes de la population que d'autres, ils ont, eux aussi, pratiqué la discrimination ! Etre confronté à cette prise de conscience constitue parfois un petit choc pour les participants.

On pourra aussi mentionner que le fait d'être constamment discriminé (combiné à d'autres éléments) peut conduire certaines personnes à se radicaliser.

Opérer un choix parmi les passagers du train n'était donc pas légitime. Que fallait-il faire, dès lors ? Poser la question aux participants. Réponse possible : contrôler de manière aléatoire, un passager sur deux ou sur trois, par exemple.

Leur signaler également que contrôler sur base de **faits** (renseignements reçus selon lesquels telle personne transporte de la drogue ou observations personnelles directes : ils ont vu la personne 'dealer') aurait, par contre, été légitime. Voir ci-dessous la notion de profilage.

**Les questions (concepts) à aborder :**

Qu'est-ce qu'un stéréotype ? Qu'est-ce qu'un préjugé ? Demander aux participants d'essayer de définir ces deux termes et de donner des exemples.

## Éléments théoriques pour le formateur

1. Qu'est-ce qu'un stéréotype ? Les stéréotypes sont des traits de comportements qu'on attribue aux membres d'un groupe de façon **automatique**. Ils sont fondés sur des **faits** observés, mais ces **observations sont partielles** (chez certaines personnes) et attribuées ensuite à l'ensemble du groupe, sans tenir compte des différences individuelles. Ils résultent d'une **généralisation**. La présentation est donc déformée.

*Exemple : « Les Hollandais vont en vacances en caravane », « Les Flamands sont nationalistes ».* Non : Certains d'entre eux, faudrait-il dire. En imprimerie, un stéréotype est un cliché obtenu par coulage de plomb : il donne donc toujours la même image.

2. Qu'est-ce qu'un préjugé ? Un préjugé est une **opinion préconçue**, adoptée avant de connaître la personne, donc en l'**absence d'informations suffisantes**. Ici aussi, la représentation est déformée. Elle peut être positive ou négative. **Jugement**.

*Exemple : je n'aime pas les Martiens (ou les juifs, les musulmans, les Chinois...)*  
Un préjugé se fonde généralement sur un stéréotype.

Les stéréotypes et les préjugés nous sont inculqués par notre environnement familial et social. Tout le monde en a. Il faut toutefois en prendre conscience et veiller à ce qu'ils ne nous conduisent pas à discriminer.

Si l'animation est prévue pour une heure, le formateur s'arrêtera ici, après avoir clarifié les notions de préjugés et de stéréotypes (en utilisant par exemple un Power Point qui reprendrait les définitions ou en les exposant oralement).

Si le formateur dispose d'une deuxième heure de cours, les notions ci-dessous pourront également être abordées, en proposant d'abord aux participants d'essayer de définir ces concepts eux-mêmes.

- Qu'est-ce que le profilage ?
- Quelle est la différence entre profilage racial et profilage criminel ?
- Le profilage est-il efficace ?
- Cette démarche est-elle acceptable en démocratie ?
- Comment définir la discrimination, le racisme, la xénophobie ?
- L'escalier du racisme (stéréotypes > préjugés > discriminations > racisme).

3. Qu'est-ce que le profilage ?

Selon la définition de la police de Montréal : « *Le profilage racial désigne toute action prise par une ou des personnes d'autorité à l'égard d'une personne ou d'un groupe de personnes, pour des raisons de sûreté, de sécurité ou de protection du public, qui repose sur des facteurs tels la couleur, l'origine ethnique ou nationale, la religion, la condition sociale, l'âge, le sexe, l'orientation sexuelle, les opinions politiques ou le handicap **sans motif réel ou soupçon raisonnable**, et qui a pour effet d'exposer la personne à un examen ou à un traitement différentiels<sup>2</sup>.*

« *Toutes les personnes sont égales devant la loi et ont droit sans discrimination à une égale protection de la loi. À cet égard, la loi doit interdire toute discrimination et garantir à toutes les personnes une protection égale et efficace contre toute discrimination, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique et de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation. **Le profilage racial est une des formes que peut prendre la discrimination. C'est une atteinte au droit à l'égalité.*** »

{« *Phénomène contesté aux États-Unis depuis les années 1970, le profilage racial se fonde sur des politiques voulant que certains genres de délits soient reliés aux individus appartenant à des groupes ethniques en particulier. Initialement, les individus étaient victimes de cette forme de discrimination dans le cadre de la lutte contre la criminalité et le trafic de stupéfiants.*

*Les personnes qui étaient alors généralement victimes de profilage étaient **les Noirs et les Latino-Américains**. Toutefois, depuis le 11 septembre 2001, s'ajoutent les **personnes d'origine arabe ou de religion musulmane**.* »}

**Questions pour l'animateur :**

- Et chez nous, sur quelle base est-on contrôlé ?
- Avez-vous déjà fait l'objet de discriminations (lors de contrôles ou à d'autres occasions) ?

Il convient toutefois de **distinguer entre le profilage racial et le profilage criminel**. Ce dernier ne prend pas pour base des stéréotypes, mais **se fonde sur un comportement réel ou sur des renseignements** relatifs à une présumée activité de la part d'une personne qui répond à un certain signalement. En d'autres termes, **le profilage racial diffère du profilage criminel puisque le premier se fonde sur des présomptions stéréotypées, tandis que le second découle de preuves objectives d'un comportement délictueux**. (Si des policiers reçoivent, par exemple, des renseignements leur décrivant une personne qui a été vue s'approvisionnant en drogue en Hollande ou s'ils observent eux-mêmes un comportement suspect, il y a un fondement légitime au contrôle qu'ils effectueront).

Le profilage racial est illicite, alors que le profilage criminel est autorisé.

2/ *Profilage racial et discrimination systémique des jeunes racisés, Rapport de la consultation sur le profilage racial et ses conséquences, Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, Québec, 2011, 126 pages.*

4. Le profilage racial est-il efficace ? Il est non seulement inefficace (un gros passeur de drogue veillera à ne pas correspondre aux stéréotypes), mais il est aussi contre-productif : des policiers, gardiens de la paix ou gardiens de parcs qui discriminent systématiquement les membres d'une communauté créeraient rapidement de très mauvaises relations avec celle-ci. **Il faut se mettre à la place des jeunes sans arrêt contrôlés ou interpellés sur la base de leur couleur de peau, apparence physique, religion ou vêtement, sans aucune raison objective.**
5. Cette démarche est-elle acceptable en démocratie ? Non. Répétons-le, tous les citoyens sont égaux devant la loi et ont droit à une égale protection de la loi - sans discrimination d'aucune sorte.
6. Comment définir la discrimination, le racisme, la xénophobie ?

Discrimination : manière de se comporter de façon inégalitaire envers différents groupes de personnes en fonction de leur sexe, handicap, appartenance ethnique, religieuse, sociale...

Racisme : « 1. Théorie de la hiérarchie des races, qui conclut à la nécessité de préserver la race dite supérieure de tout croisement, et à son droit de dominer les autres (cfr. Hitler). Le racisme n'a aucune base scientifique. (...) Ensemble de réactions qui, consciemment ou non, s'accordent avec cette théorie. Faire preuve de racisme. 2. Hostilité violente contre un groupe social. Racisme anti-jeunes ; racisme envers les femmes (sexisme). » Dictionnaire *Le Petit Robert*

Xénophobie : vient de deux racines grecques : xenos (étranger) et phobos (peur, rejet). Crainte débouchant sur l'hostilité à l'égard de l'étranger (de tout individu ou groupe de personnes considéré comme étranger à notre propre groupe). Motivée par la peur de l'inconnu ou la crainte de perdre son identité.

Les attitudes xénophobes sont considérées comme une violation des droits de l'homme et condamnées à ce titre (comme le racisme et les discriminations), par les lois de certains pays, dont la Belgique.

« *Le racisme et la xénophobie, comme l'antisémitisme, sont des doctrines qui conduisent au désir de nuire à l'autre, de l'exclure, de l'abaisser, de le blesser et même à une volonté de le tuer pouvant aller jusqu'au génocide* », explique Margalit Cohen-Emerique<sup>3</sup>.

Elles font de l'autre un inférieur, voire un sous-homme. Elles le rendent responsable de tous nos maux (mécanisme du bouc émissaire). Il faut donc l'exclure ou l'éliminer pour tirer de cette situation des avantages sociaux, économiques ou politiques.

Certains hommes et femmes politiques attisent les braises et entretiennent un climat de peur et de haine. Et vous, quelle est votre attitude ?

7. L'escalier du racisme : stéréotypes > préjugés > discriminations > racisme.

3/ Pour une approche interculturelle en travail social, Presses de l'EHESP, 2015, p. 97.

# JEU : LE THALYS D'AMSTERDAM

*Fiche à distribuer aux participants*

## Les 13 passagers du train : Fiche de présentation

---

1. Un rasta avec des dreadlocks (mèches de cheveux emmêlées)
2. Une jeune étudiante blonde, d'apparence nordique
3. Deux jeunes qui ont les yeux rouges, semblent un peu dans les vap' et parlent lentement
4. Un groupe de jeunes musiciens flamands
5. Un adolescent belge en blouson, capuche et baskets
6. Un homme d'environ 40 ans, au look de cadre d'entreprise
7. Une dame âgée, avec son chien
8. Deux jeunes étudiants marocains
9. Un basketteur noir
10. Une dame de 50 ans, habillée avec des vêtements de marque, luxueux.
11. Une femme commerçante d'Afrique noire, qui transporte de nombreux paquets
12. Une femme rom, avec son enfant d'un an dans les bras
13. Un jeune pakistanais portant un sac à dos et vêtu pauvrement.





FÉDÉRATION  
WALLONIE-BRUXELLES  
FW-B.BE

